



Conseil économique et social

Distr. générale
16 août 2012
Français
Original: anglais

Commission économique pour l'Europe

Conférence des Parties à la Convention sur les effets transfrontières des accidents industriels

Septième réunion

Stockholm, 14-16 novembre 2012

Point 11 de l'ordre du jour provisoire

Financement

Projet de mécanisme financier durable

Note du Bureau

Résumé

À sa sixième réunion, la Conférence des Parties à la Convention sur les effets transfrontières des accidents industriels a adopté une Stratégie à long terme pour la Convention (ECE/CP.TEIA/22, par. 24 a) et annexe I). Par ailleurs, la Conférence des Parties a chargé le Bureau de préciser les détails du mécanisme financier durable destiné à appuyer la mise en œuvre de la Stratégie à long terme et de le présenter à sa septième réunion (ibid., par. 24 b)). Le Bureau propose à la Conférence des Parties d'adopter le mécanisme financier durable décrit dans le présent document.

Introduction

1. En adoptant la Stratégie à long terme pour la Convention sur les effets transfrontières des accidents industriels, la Conférence des Parties, à sa sixième réunion (La Haye, 8-10 novembre 2010) a reconnu que la situation financière de la Convention ne pouvait pas être viable si elle dépendait des contributions financières versées ponctuellement par quelques Parties seulement. Elle a également déclaré qu'il était nécessaire de faire en sorte qu'un plus grand nombre de Parties et d'autres parties prenantes fournissent un appui régulier, financier ou en nature, aux activités relevant de la Convention et que le secrétariat dispose de capacités adéquates. Elle a donc décidé de demander au Bureau de définir précisément un mécanisme financier durable pour la Convention (ECE/CP.TEIA/22, par. 24 b)).
2. Le mécanisme est destiné à faciliter la fourniture de ressources financières et de contributions en nature par les Parties et les autres parties prenantes, telles que les pays membres de la Commission économique pour l'Europe (CEE) de l'ONU, la Commission européenne, les organisations internationales et le secteur industriel, en vue de la mise en œuvre intégrale des plans de travail biennaux adoptés par la Conférence des Parties.
3. Le présent document contient une proposition de mécanisme financier durable, en vue de son examen et de son éventuelle adoption par la Conférence des Parties.

I. Ressources consacrées à la mise en œuvre de la Convention

4. Depuis la première réunion de la Conférence des Parties (Bruxelles, 22-24 novembre 2000), l'exécution des activités prévues par le plan de travail a été financée au moyen de ressources inscrites au budget ordinaire de l'ONU et de contributions extrabudgétaires additionnelles volontaires versées par les Parties, d'autres pays membres de la CEE et des organisations internationales.
5. Le secrétariat a utilisé les ressources inscrites au budget ordinaire pour s'acquitter de ses fonctions, telles qu'elles sont définies dans l'article 20 de la Convention¹ et les articles 24 et 25 du Règlement intérieur des réunions des Parties à la Convention (ECE/CP.TEIA/3)². L'organisation des réunions sous les auspices de la Conférence des Parties, lorsque ces réunions sont tenues à l'Office des Nations Unies à Genève, est également financée par les ressources inscrites au budget ordinaire.
6. Les ressources extrabudgétaires ont notamment été utilisées pour financer:
 - a) L'organisation des activités prévues par le plan de travail pour renforcer la mise en œuvre de la Convention;

¹ Article 20: Le Secrétaire exécutif de la Commission économique pour l'Europe exerce les fonctions de secrétariat suivantes: a) il convoque et prépare les réunions des Parties; b) il transmet aux Parties les rapports et autres renseignements reçus en application des dispositions de la présente Convention; c) il s'acquitte des autres fonctions que les Parties peuvent lui assigner.

² Article 24: Le Secrétaire exécutif de la Commission économique des Nations Unies pour l'Europe fournit des services de secrétariat à la Conférence des Parties et à toutes les réunions organisées sous les auspices de cette dernière. Il/Elle peut déléguer ces fonctions à un/une de ses fonctionnaires. Article 25: Pour les réunions, le secrétariat: a) établit, en consultation avec le Bureau, les documents demandés par la Conférence des Parties; b) assure des services d'interprétation; c) assure la traduction, la reproduction et la distribution des documents; d) assure la garde et la préservation des documents dans les archives de la Commission économique des Nations Unies pour l'Europe.

b) L'aide correspondant aux besoins des pays bénéficiaires du Programme d'aide;

c) La participation d'experts venant de pays en transition aux activités prévues dans le plan de travail;

d) Le renforcement des capacités du secrétariat par l'utilisation de personnel occupant des postes financés par des fonds extrabudgétaires.

7. Les ressources extrabudgétaires proviennent de contributions financières et de contributions en nature. S'agissant des contributions financières, un fonds d'affectation spéciale, créé au titre de la Convention, est géré conformément au Règlement financier et aux Règles de gestion financière de l'ONU établis par l'Assemblée générale. Les comptes du fonds d'affectation spéciale sont vérifiés par le Comité des commissaires aux comptes de l'ONU. Les ressources financières provenant du fonds d'affectation spéciale sont exclusivement utilisées pour exécuter les activités prévues dans les plans de travail biennaux adoptés par la Conférence des Parties. Le secrétariat rend régulièrement compte au Bureau de l'utilisation des ressources financières, ainsi qu'à chaque réunion de la Conférence des Parties.

II. Mécanisme financier durable

A. Objectif

8. L'expression «mécanisme financier durable» désigne les ressources extrabudgétaires constituées par des contributions volontaires.

9. Le mécanisme financier durable vise à mettre en place le cadre financier nécessaire pour respecter les priorités et les orientations à long terme qui sont définies dans la Stratégie à long terme et qui doivent être appliquées au moyen des activités prévues dans les plans de travail biennaux.

10. Pour réaliser l'objectif global, le mécanisme:

a) Créera les conditions nécessaires pour élaborer des plans de travail biennaux fiables, en indiquant les ressources financières nécessaires;

b) Instituera une méthode permettant de partager équitablement entre toutes les Parties la responsabilité de la fourniture des ressources nécessaires à l'exécution des plans de travail biennaux;

c) Encouragera toutes les Parties et les autres parties prenantes à appuyer l'exécution des plans de travail;

d) Encouragera les Parties qui ont déjà apporté des contributions importantes à continuer de fournir des ressources extrabudgétaires, d'un niveau appréciable si possible, en vue de la mise en œuvre des activités prévues dans les plans de travail.

B. Volets du mécanisme

1. Hypothèses concernant la structure et le financement des plans de travail biennaux

11. Les plans de travail biennaux, élaborés par le Bureau pour examen et adoption par la Conférence des Parties, comprendront les deux volets suivants:

a) Activités de base et;

b) Activités d'aide.

12. Les activités de base sont regroupées en fonction des domaines prioritaires de la Stratégie à long terme suivants:

- a) Participation des Parties et autres parties prenantes – domaine prioritaire I;
- b) Échange d'informations – domaine prioritaire II;
- c) Partenariats stratégiques – domaine prioritaire IV;
- d) Financement – domaine prioritaire V.

13. Les activités de base comprennent les réunions obligatoires tenues dans le cadre de la Convention.

14. Les activités d'aide – domaine prioritaire III de la Stratégie à long terme – figurant dans le plan de travail sont des projets approuvés pour être mis en œuvre et des projets supplémentaires qui devraient être réalisés au cours de l'exercice biennal.

15. Le coût des activités prévues dans le plan de travail sera calculé en dollars des États-Unis. Les budgets des activités d'aide devront normalement être établis sur la base d'une estimation préalablement soumise au Bureau. Les besoins en financement ou les prévisions des dépenses pour les activités de base seront établis en fonction des montants indicatifs figurant dans l'annexe. Ces montants indicatifs serviront également à déterminer la valeur des contributions en nature.

16. Le coût des mois de travail du personnel du secrétariat nécessaire pour préparer et exécuter les activités doit être inclus dans le calcul du coût de l'ensemble des activités. Le financement des mois de travail en dehors des fonctionnaires émargeant au budget ordinaire doit être assuré par des ressources extrabudgétaires et son montant doit être exprimé en dollars des États-Unis.

17. Les plans de travail biennaux devront permettre de prévoir les ressources qui devront provenir des Parties. Le montant des ressources nécessaires ne devrait donc pas varier fortement entre un plan de travail et le suivant. Toutefois, cette condition ne devrait pas s'appliquer dans le cas de projets communs menés conjointement avec d'autres organismes qui nécessitent des ressources beaucoup plus importantes couvertes par des contributions d'un montant élevé provenant des organismes en question (voir la section 5 ci-après).

2. Activités du plan de travail à financer au moyen de ressources extrabudgétaires

18. Les Parties, les autres pays membres de la CEE, la Commission européenne, les organisations internationales et le secteur industriel sont invités à fournir des ressources extrabudgétaires pour toute activité prévue dans le plan de travail. À cet égard, le cofinancement, c'est-à-dire le financement par plusieurs des groupes susmentionnés de parties prenantes, sera la méthode à privilégier pour exécuter les activités prévues dans le plan de travail³.

19. C'est aux Parties qu'il incombera au premier chef de mobiliser les ressources nécessaires à l'exécution des activités prévues dans les plans de travail. Pour assurer la durabilité du mécanisme, il faudra donc que toutes les Parties participent à l'exécution desdites activités.

³ Des travaux sont en cours sur les moyens de mobiliser les contributions des partenaires stratégiques. Durant les exercices biennaux précédents, la majeure partie des ressources provenait des contributions volontaires extrabudgétaires des Parties.

3. Contributions

20. Les ressources pourront être fournies sous forme d'appui financier ou de contributions en nature. Les contributions financières devraient être versées au fonds d'affectation spéciale créé dans le cadre de la Convention. Elles pourront être destinées à l'exécution globale d'un plan de travail biennal ou affectées à une activité spécifique. Les contributions en nature pourront consister à financer les services liés à une activité inscrite au plan de travail (organisation d'une réunion, mise à disposition d'experts, etc.).

21. Toutes les Parties seront encouragées à fournir des ressources pour la mise en œuvre des activités prévues par les plans de travail. Elles seront invitées à verser des contributions à la mesure de leur situation économique, voire supérieures. Les autres parties prenantes seront également encouragées à apporter des contributions.

22. Les Parties qui ont déjà apporté des contributions importantes seront invitées à continuer de le faire.

23. Toute contribution financière que le donateur n'aura pas affectée à une activité ou à un domaine précis sera utilisée selon l'ordre de priorité défini dans les plans de travail.

4. Demandes de contributions adressées aux Parties

24. Les années où la Conférence des Parties se réunira, les Parties recevront un projet de plan de travail biennal établi par le Bureau, où seront indiquées les ressources nécessaires, ainsi qu'une lettre les invitant à apporter des contributions. Les Parties ayant déjà versé d'importantes contributions seront invitées à maintenir le niveau de leurs contributions en vue de l'exécution du plan de travail en cours. Il sera demandé aux autres Parties d'apporter des contributions à la mesure de leur situation économique.

25. Entre deux réunions de la Conférence des Parties, les Parties recevront une lettre faisant référence au plan de travail adopté et rendant compte de l'état du fonds d'affectation spéciale, et seront invitées à verser des contributions. La lettre appellera l'attention des Parties, le cas échéant, sur toute insuffisance dans le financement de l'exercice biennal.

26. Dans les lettres qui seront adressées aux Parties qui n'auront pas versé de contribution au fonds d'affectation spéciale ou n'en auront pas annoncée, et à celles qui n'ont pas apporté de contribution en nature pour l'exécution du plan de travail ou n'en ont pas annoncée, un montant spécifique à verser sera suggéré. Ce montant sera calculé sur la base du budget arrêté pour la mise en œuvre de la Convention et du barème des quotes-parts pour la répartition des dépenses de l'ONU, ajusté en fonction des États parties à la Convention⁴.

5. Demandes de contributions adressées aux autres parties prenantes

27. Les contributions des parties prenantes autres que les Parties pourront constituer une part importante du financement des activités prévues dans les plans de travail, notamment dans le cadre du Programme d'aide. Dans cette perspective, les pays membres de la CEE, la Commission européenne, les organisations internationales et le secteur industriel seront encouragés à fournir leur appui. Des informations devront être partagées avec ces parties prenantes au sujet des besoins et intérêts mutuels, ainsi que des avantages réciproques découlant de l'organisation d'activités conjointes. Lorsque cela sera possible, des

⁴ L'Assemblée générale examine périodiquement le barème des quotes-parts pour la répartition des dépenses de l'ONU. À cet égard, voir la résolution 64/248 du 24 septembre 2009 de l'Assemblée générale, disponible en tant que document de référence sur la page Web de la réunion (<http://www.unece.org/env/teia/cop7.html>).

partenariats à long terme sur les questions d'intérêt mutuel, fondés sur un système de cofinancement des activités conjointes, devraient être conclus.

28. Le président ou un vice-président du Bureau, avec l'appui du secrétariat, devrait rencontrer les représentants de ces parties prenantes et correspondre avec eux pour faire mieux connaître la Convention et son Programme d'aide et étudier les possibilités de financer les activités au moyen de ressources financières et de contributions en nature, ainsi que d'autres formes de coopération. Il pourrait s'agir, par exemple, de coordonner les activités conjointes pour renforcer la sécurité industrielle et assurer la complémentarité des activités des diverses parties prenantes.

29. Les Parties seront encouragées à faciliter l'étude des possibilités de faire intervenir différents groupes de parties prenantes et d'établir des partenariats à long terme avec des organisations et programmes internationaux, tout particulièrement lorsqu'elles seront en mesure d'influer sur les décisions de ces parties prenantes.

30. En outre, les Parties et les pays membres de la CEE pourront jouer un rôle essentiel dans la mise à disposition de contributions supplémentaires, provenant notamment des fonds spéciaux de la Commission européenne, en fonction des critères d'admissibilité⁵.

III. Application du mécanisme financier durable

31. Les rôles des Parties, de la Conférence des Parties, du Bureau et du secrétariat dans l'application du mécanisme financier durable seront les suivants:

- a) Les Parties:
 - i) Annoncent ou indiquent, avant l'adoption du plan de travail biennal, le niveau des contributions volontaires annuelles, qu'il s'agisse de ressources financières ou de contributions en nature (sur la base des contributions annoncées, on peut voir si l'exécution du plan de travail établi par le Bureau est possible);
 - ii) Jouent un rôle actif dans la mobilisation de contributions supplémentaires;
- b) La Conférence des Parties:
 - i) Adopte le plan de travail;
 - ii) Classe les activités par ordre de priorité, notamment en identifiant les activités qui doivent être mises en attente si les annonces et les indications portant sur les contributions volontaires sont jugées insuffisantes pour financer l'exécution de l'ensemble du plan de travail;
- c) Le Bureau:
 - i) Élabore un plan de travail adapté aux ressources qui devraient être disponibles, ainsi que des documents connexes sur la base du mécanisme financier durable;
 - ii) Encourage activement les Parties à fournir un appui à un niveau qui soit au moins à la mesure de leur situation économique et, le cas échéant, dans le cas où des Parties ne versent pas de contribution, organise des réunions pour les encourager à apporter leur appui et les sensibiliser à la nécessité d'un financement durable;

⁵ Pour tel ou tel instrument, le choix des critères d'admissibilité pourra être fait par les pays bénéficiaires au profit desquels l'instrument a été créé; pour un autre instrument, les critères pourront être spécialement conçus pour être appliqués par les États membres de l'Union européenne.

- iii) Assure le suivi de l'exécution du plan de travail et des activités d'aide et procède aux adaptations nécessaires, notamment en classant les activités par ordre de priorité, lorsque cela est nécessaire;
- iv) Encourage les pays membres de la CEE, la Commission européenne, les organisations internationales et le secteur industriel à jouer un rôle actif en versant des contributions;
- d) Le secrétariat:
 - i) Exécute et gère les activités prévues par le plan de travail, y compris les activités d'aide;
 - ii) Aide le Bureau à élaborer le plan de travail et les documents connexes en vue de les soumettre à la Conférence des Parties pour examen plus approfondi.

Annexe

Montants indicatifs pour l'estimation du niveau de ressources nécessaires à l'exécution du plan de travail et l'évaluation des contributions en nature

Montants indicatifs:

- a) Activités de base:
 - i) Organisation d'une réunion de la Conférence des Parties: 50 000 dollars des États-Unis;
 - ii) Organisation d'un atelier: 30 000 dollars;
 - iii) Organisation d'une réunion conjointe du Bureau et du Groupe de travail de l'application: 7 500 dollars;
 - iv) Organisation d'une réunion du Bureau ou du Groupe de travail: 5 000 dollars;
 - v) Organisation de la réunion d'une équipe spéciale: 2 500 dollars;
 - vi) Participation d'un expert venant d'un pays en transition à une activité de base prévue dans le plan de travail: 1 500 dollars;
 - b) Fourniture de services d'experts dans le cadre des activités d'aide:
 - i) Frais de voyage d'un expert: 1 000 dollars;
 - ii) Service d'experts fournis pendant une mission: 2 000 dollars.
-